



Liberté . Égalité . Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS

ARRETE

n° • 0 2 - 1 4 8 1 du 31 MAI 2002 portant
autorisation d'occupation temporaire en vue de l'exécution de travaux
d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à
WINTZENHEIM

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel et plus particulièrement les textes réglementant la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs ;
- VU le Code Pénal et notamment ses articles 438 et R 26 ;
- VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée par le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et notamment l'article 1er ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 6 (2^{ème} alinéa) et 23 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU la lettre du Ministre de l'Environnement du 9 novembre 1999 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) l'exécution d'office des travaux de contrôle et de maintenance concernant le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM pour une période de 2 ans ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 00-0199 du 26 janvier 2000 chargeant l'ADEME d'exécuter ou de faire exécuter des travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 01-1499 du 8 juin 2001 et chargeant l'ADEME d'exécuter ou de faire exécuter des travaux d'office le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM ;

VU la lettre du Ministre de l'Environnement du 19 février 2002 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) l'exécution d'office des travaux de contrôle et de maintenance concernant le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM pour une nouvelle période de 3 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-1479 du 31 mai 2002 chargeant l'ADEME d'exécuter ou de faire exécuter des travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Sté PCUK à WINTZENHEIM ;

VU le plan et l'état parcellaire annexés ;

CONSIDÉRANT que les produits et déchets stockés sur le site portent atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

CONSIDÉRANT le caractère d'intérêt général des opérations projetées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRETE

Article 1er

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ainsi que ceux des entreprises accréditées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux de réhabilitation du site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à WINTZENHEIM, appartenant aux personnes dont les noms figurent en annexe du présent arrêté, sont autorisés en tant que de besoin, et sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux définis par les arrêtés préfectoraux susvisés et impliquant les opérations suivantes :

- opérations de forage et de mise en place de points d'accès à la nappe et d'instrumentation éventuelle de ces ouvrages
- opérations de prélèvements d'échantillons d'eaux et de mesures géophysiques
- opérations de passage et manœuvre d'engins de travaux publics
- opérations de débroussaillage au droit du confinement et en périphérie immédiate

A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

Article 2

Les travaux ci-dessus seront effectués sur les terrains portant les numéros 107 à 118, d'après le cadastre de la commune. Un plan est annexé au présent arrêté.

Article 3

Les propriétaires ou locataires des parcelles devront suspendre tous les travaux de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er} prescrits par l'ADEME.

Article 4

Un état des lieux, avant et après les travaux, faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion de la réalisation fautive des travaux seront à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

Article 5

Chacun des responsables chargés des travaux devra être muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Lesdits responsables ne pourront pénétrer sur les terrains concernés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

Article 6

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date d'application.

La présente autorisation couvre la durée des travaux prescrits et ce au maximum pendant une période de trois ans à compter de leur démarrage (juin 2002 pour l'ensemble des opérations, sauf les prélèvements qui débutent en novembre 2002).

L'occupation temporaire nécessaire à l'exécution des travaux publics ne pourra excéder cinq ans.

Article 7

Le présent arrêté sera affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de la commune de WINTZENHEIM, qui adressera à la Préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Article 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur de l'ADEME et le Maire de WINTZENHEIM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera également :

- notifiée, par les soins de M. le Maire de WINTZENHEIM, aux propriétaires concernés, par lettre recommandée avec accusé de réception
- transmise à

M. le Trésorier Payeur Général du Haut-Rhin

M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Fait à COLMAR, le **31 MAI 2002**

Le Préfet,

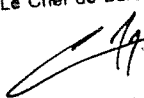
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général


Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN



VU pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour
Colmar, le

31 MAI 2002

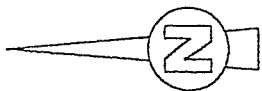
Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau


Christian AULEN

ETAT PARCELLAIRE

WINTZENHEIM

N° de la section	N° de la parcelle	Lieu-dit	Surface	Identité des propriétaires
27	107	Strohsack		Ville de COLMAR
27	108	Strohsack		Ville de COLMAR
27	109	Strohsack		Ville de COLMAR
27	110	Strohsack		Mme Margot RITZENTHALER 6 rue Camille Sée – 68000 COLMAR
27	111	Strohsack		Mme Margot RITZENTHALER 6 rue Camille Sée – 68000 COLMAR
27	112	Strohsack		Mme Margot RITZENTHALER 6 rue Camille Sée – 68000 COLMAR
27	113	Strohsack		Mme Margot RITZENTHALER 6 rue Camille Sée – 68000 COLMAR
27	114	Strohsack		M. Claude DABURON 65 bd Picpus - 75012 PARIS
27	115	Strohsack		Mme Margot RITZENTHALER 6 rue Camille Sée – 68000 COLMAR
27	116	Strohsack		Mme Margot RITZENTHALER 6 rue Camille Sée – 68000 COLMAR
27	117	Strohsack		Mme Margot RITZENTHALER 6 rue Camille Sée – 68000 COLMAR
27	118	Strohsack		M. Louis KLOTZ 10A rue du 1 ^{er} Cuirassier – 68000 COLMAR



VU pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour

Colmar, le 31 MAI 2002



Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau

Christian AULEN

